Près d'un demi-million de Russes sont arrivés en Géorgie depuis le début de la guerre en Ukraine

LE REFUGE ANTI-POUTINE

GÉORGIE

« JULIE ZAUGG,
DE RETOUR DE TBILISSI

Manifestation devant le Parlement à Tbilissi le 9 mars dernier: la mobilisation de masse des opposants proeuropéens a fini par avoir raison du projet de loi sur les «agents étrangers». Keystone

Géorgie » Le jour où les troupes russes ont envahi l'Ukraine, le 24 février 2022, Nastasya n'est pas sortie du lit. «Je lisais compulsivement les nouvelles sur mon téléphone portable en pleurant, glisse la Moscovite de 24 ans. Je suis peut-être naïve, mais je pensais que Poutine bluffait quand il disait vouloir attaquer l'Ukraine.» Dès le lendemain, elle avait pris sa décision: il lui fallait quitter la Russie. «Je vais à des manifestations anti-régime depuis l'âge de 16 ans et je me suis déjà fait arrêter plusieurs fois, dit-elle. Je savais que la situation allait se durcir dans le sillage de la guerre.»

Elle a revendu sa Playstation 5 et quelques bijoux, dit au revoir à ses parents, et embarqué sur un vol pour le sud de la Russie, avant de passer la frontière terrestre avec la Géorgie. L'adaptation à cette nouvelle vie n'a pas été facile. La nuit, elle peine parfois à trouver le sommeil. «Je pense aux horreurs commises par l'armée russe en Ukraine, souffle-t-elle. Je me sens à la fois responsable et impuissante.»

Accueil sans visa

Nastasya a en revanche trouvé une diaspora russe vivace à Tbilissi. Quelque 500 000 de ses compatriotes se sont installés dans la capitale géorgienne depuis le début de la guerre, un véritable chamboulement dans un pays qui ne compte que 3,7 millions d'habitants. Ils peuvent en effet y résider durant un an sans visa. Certains craignaient de se faire emprisonner pour leurs idées politiques, d'autres trouvaient insupportable de vivre dans un Etat agresseur. Une seconde vague de migrants est arrivée en septembre dernier, fuyant la mobilisation de l'armée de réserve.

Nastasya, qui travaillait pour une fintech à Moscou, œuvre désormais derrière le bar à Ploho. Ce petit espace aux murs de brique nue ornés de néons est devenu un lieu de rencontre pour les opposants politiques russes exilés dans la capitale géorgienne. Ils sont majoritairement jeunes, éduqués et urbains, arborant un look fait de tatouages, de dreadlocks et de pantalons baggy.

Nikita, un Moscovite de 23 ans qui a fui son pays en mars dernier après avoir été emprisonné pour avoir appelé à manifester contre la guerre sur les réseaux sociaux, est l'un d'eux. A Tbilissi, il a créé un média en ligne appelé Skat Media, dédié à la guerre en Ukraine. «Nous avons le devoir d'informer nos concitoyens russes sur ce qui se passe réellement et nous sommes dans une position unique pour le faire car il n'y a pas de censure ici», estime-t-il. D'autres médias indépendants russes ont déplacé leur rédaction à Tbilissi, à l'image de TV Rain ou de DOXA News.

Anna Kuzminikh, l'un des membres de Pussy Riot, Ksenia Sobchak, qui s'est présentée aux élections contre Poutine en 2018, le président du parti libertaire LPR Yaroslav Konvey et le directeur de la fondation Free Russia Anton Mikhalchuk ont également pris leurs quartiers à Tbilissi. «Free Russia a organisé plusieurs manifestations anti-guerre devant l'ambassade de Suisse, car elle héberge la représentation officielle de Moscou en Géorgie», glisse Nikita.

«Je ne pouvais pas rester les bras croisés pendant que les Ukrainiens se font massacrer» Daniil

L'œil de Moscou

Leur activisme n'est pas passé inaperçu à Moscou, qui a déployé plusieurs espions dans la capitale géorgienne. L'un d'eux, Vsevolod Osipov, a raconté au média russe Meduza avoir reçu près de 2600 francs pour infiltrer cette diaspora et rapporter ses faits et gestes aux services secrets russes.

A quelques rues de Ploho, Emigration for Action s'est installée dans une maison traditionnelle géorgienne nichée dans les ruelles étroites de la Vieille-Ville. En ce début de soirée, des bénévoles tapotent sur leurs laptops, pendant que d'autres assistent à un cours d'anglais. Créé par un groupe de Russes en exil issus du monde de l'action civique, Emigration for Action s'est donné pour but d'aider les nombreux réfugiés ukrainiens arrivés en Géorgie depuis le début de la guerre.

Des tensions

«Nous achetons des médicaments pour les leur distribuer et les aidons à financer leurs factures hospitalières, relate Daniil, l'un de ses cinq cofondateurs. Nous avons aussi envoyé de l'aide humanitaire à Marioupol.» Les fonds sont levés grâce au crowdfunding. «Nous recevons de nombreux dons depuis la Russie», note le Moscovite.

Il dit avoir ressenti une obligation morale d'agir. «En tant que citoyen d'un pays qui a commencé une guerre, je ne pouvais pas rester les bras croisés pendant que les Ukrainiens se font massacrer», livre-t-il.

Mais cet afflux de Russes engendre des tensions. «Depuis leur arrivée, il y a plus de bouchons en ville et le prix des appartements a doublé dans certains quartiers», s'emporte Giorgi*, un serveur dans l'un des restaurants de la Vieille-Ville. Il s'inquiète de plus de fâcher Moscou en servant de havre pour les dissidents. «Nous sommes un petit pays, pas comme l'Ukraine, nous n'aurions aucune chance si la Russie nous attaquait», lâche-t-il.

La Géorgie entretient un rapport compliqué avec Moscou. La Russie a envahi les deux régions séparatistes de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie en 2008, correspondant à 20% du territoire géorgien et y maintient des troupes à 60 kilomètres de Tbilissi. Mais le gouvernement du premier ministre Irakli Gharibashvili et son parti du Rêve géorgien ont simultanément adopté une posture prorusse, refusant de condamner la guerre en Ukraine et d'appliquer les sanctions internationales contre Moscou.

Montrer patte blanche

Les murs de la ville sont recouverts de tags insultant la Russie et rappelant à ses citoyens qu'ils ne sont «pas les bienvenus». La Banque de Géorgie exige que ses clients russes signent une déclaration dénonçant la guerre en Ukraine et reconnaissent qu'une partie du territoire géorgien est occupée par la Russie.

«On a refusé de me louer un appartement parce que j'étais Russe et je me suis déjà fait insulter dans la rue», relate Maxim, un Moscovite de 21 ans qui travaille pour un centre culturel créé par des exilés russes appelé Koshini. Daniil raconte de son côté que «certaines figures de l'opposition mais aussi de simples photographes ou travailleurs d'ONG» se sont récemment fait refouler à la frontière. »

UNE VICTOIRE CONTRE MOSCOU

A Tbilissi, des dizaines de milliers de manifestants ont mis en échec un projet de loi sur les «agents étrangers».

Arborant des drapeaux géorgiens, ukrainiens et la bannière étoilée de l'Union européenne, les manifestants déboulent dans l'avenue Rustaveli, la principale artère de la capitale géorgienne Tbilissi, hurlant «Non à la loi russe!» Il s'agit du second jour d'un mouvement de contestation qui a agité la Géorgie début mars contre une nouvelle loi obligeant les ONG et médias à s'enregistrer comme des «agents étrangers» si plus de 20% de leurs fonds proviennent de l'étranger. Elle est inspirée par une loi similaire introduite en 2012 en Russie, qui a servi à réprimer les voix dissidentes.

«Je fais partie de la première génération de Géorgiens à avoir grandi dans un pays libre et je ne veux pas renoncer à cette liberté», explique Nino, une Géorgienne de 35 ans qui travaille dans la communication. «Notre gouvernement essaye de nous ramener dans le giron de la Russie, alors que 80% de la population veut rejoindre l'Union européenne», complète Natia, 39 ans, qui l'accompagne. Le pays a déposé une demande de candidature en mars dernier, mais il devra d'abord mener des réformes, a indiqué Bruxelles.

Arrivée devant le bâtiment néoclassique du parlement, la foule se met à enfler jusqu'à atteindre plusieurs dizaines de milliers de personnes. La voix éraillée, les intervenants se succèdent pour dénoncer la «russification» de leur pays. Ils entonnent l'hymne national géorgien, puis l'*Hymne à la joie* de Beethoven, le chant officiel de l'UE.

Juste avant minuit, la tension monte. Des jeunes masqués renversent une barrière protégeant le parlement, déclenchant la riposte des forces de l'ordre qui aspergent les manifestants avec des canons à eau, des gaz lacrymogènes et du spray au poivre, les obligeant à se disperser bruyamment dans les ruelles de la Vieille-Ville. Elles procèdent aussi à 66 arrestations.

Le lendemain, le gouvernement annonce que la loi va être provisoirement suspendue, en attendant de «mieux l'expliquer» à la population. Peu convaincus, les manifestants sortent à nouveau en masse le soir même. «Je ne fais pas confiance au gouvernement», glisse Mariam, une graphiste de 29 ans qui agite un drapeau européen. Le lendemain matin, le parlement rejette définitivement la loi sur les agents étrangers. » JZ